

tricolés peuvent être fouillés à Thane pour vérifier qu'ils ne transportent pas de produits ayant échappé à l'octroi de 4 % prélevé à la frontière du district ; dans les parcs nationaux, les gardes forestiers fouillent voitures et bus à la recherche de plantes médicinales, alcool, voire bois de chauffage. C'est ce que l'on pourrait appeler la « contrebande des humbles », vu les types de produits. Mais les tonnages peuvent aussi correspondre à d'énormes trafics.

Frédéric Landy

⊕ *alcool, corruption, mafia*

Coopératives

Initiées par le gouvernement britannique au début du ^{xx}e siècle, fortement soutenues par les autorités indiennes au lendemain de l'Indépendance jusqu'à aujourd'hui, les coopératives représentent un acteur incontournable du paysage rural. D'après les statistiques de l'Union indienne des coopératives, l'Inde en compterait aujourd'hui près de 550 000, tous secteurs confondus, et environ 230 millions de sociétaires. Elles jouent un rôle décisif dans le secteur financier, avec plus de 125 millions de sociétaires et un tiers de l'offre institutionnelle de crédit. Mais elles assureraient aussi 35 % de la production et de la distribution d'intrants agricoles, 58 % de la transformation de canne à sucre, 60 % de celle du coton. (Elles sont absentes du secteur des grains). Les coopératives sont également très présentes dans le domaine artisanal, par exemple dans le tissage manuel avec environ la moitié des unités de production. Focalisées au départ sur l'offre de crédit, nombre d'entre elles sont progressivement devenues des prestataires de services multiples (fourniture d'intrants, accompagnement et vulgarisation, commercialisation, irrigation, parfois même éducation et services de soin). Au cours des années 1960, le mouvement coopératif s'est également urbanisé en investissant de nouveaux secteurs (par exemple la consommation ou encore l'habitat).

Le bilan du mouvement coopératif en matière de développement rural est très mitigé. À l'image de la révolution verte, les coopératives ont sans aucun doute contribué à dynamiser et parfois moderniser certaines filières. C'est particulièrement le cas pour le lait et la canne à sucre, notamment au Gujarat et au Maharashtra. Mais le nombre de coopératives au bord de la faillite est considérable ; 50 % des coopératives financières locales enregistrent des pertes. Nombre d'inégalités ont été renforcées. L'emprise étatique, la monopolisation du pouvoir par une minorité de notables locaux, l'absence de compétences tant d'ordre technique que managérial, l'ampleur de la corruption enfin expliquent en grande partie de tels dysfonctionnements. Le mouvement coopératif a toujours été un instrument de quête et de renforcement du pouvoir, pour les partis politiques (en particulier le Congrès), les castes dominantes ou certaines grandes familles. Dans certains secteurs comme celui de la canne à sucre, les coopératives relèvent de systèmes dynastiques.

Dans certaines régions, elles ont quand même permis l'affirmation économique, sociale et politique de groupes non dominants (communautés de pêcheurs au Kerala et de tisseurs en Andhra Pradesh). Certaines initiatives, datant des années 1970 et 1980, visent explicitement les plus démunis, y compris en milieu urbain. Au Gujarat par exemple, la *Self-Employment Women Association (SEWA)* s'appuie sur le principe coopératif dans la finance, l'artisanat, la production, la transformation et distribution de produits agricoles, pour promouvoir l'émancipation des femmes du secteur informel. Elle compte aujourd'hui environ 70 coopératives et environ 200 000 membres pour la seule coopérative financière. En Andhra Pradesh, la *Cooperative Development Foundation* s'est donnée pour mission de développer des coopératives dédiées aux femmes et aux petits paysans marginalisés par le secteur coopératif existant, notamment dans les secteurs du lait et des services financiers. Profitant d'amendements législatifs récents limitant le pouvoir étatique, cette nouvelle génération de coopératives est en train de se développer.

Si elle n'est pas non plus exempte de faiblesses (liées à des difficultés de gestion, de leadership et de compétitivité), on peut néanmoins espérer qu'elle évitera en partie les écueils des générations précédentes.

Isabelle Guérin

➔ *agriculture, dette, lait*

Corruption

La corruption est l'utilisation à des fins privées d'une position dans le service public : on la distinguera ici des dessous de table et autres évasions fiscales impliquant uniquement des acteurs privés. Les deux pratiques sont cependant courantes en Inde. Les fonctionnaires auraient reçu 10 milliards de dollars de pots-de-vin en 2006, et l'économie souterraine représenterait jusqu'à 50 % du PIB. La « grande corruption » (celle des hauts fonctionnaires et des élus du gouvernement, qu'on rencontre aussi dans les pays développés) voisine avec la « petite », celle du quotidien, à laquelle est affronté le quidam qui veut enregistrer son terrain, porter plainte au commissariat ou acheter du gaz. À Delhi, 60 % des titulaires du permis de conduire l'ont eu sans passer l'examen. Devant la plupart des bâtiments administratifs de l'Inde se tiennent des courtiers (*brokers*), souvent protégés par un parti politique, qui servent de filtre et transmettent les pots-de-vin aux fonctionnaires ou aux élus. L'absentéisme de certains instituteurs rivalise avec celui de médecins d'hôpital préférant donner des consultations en clinique privée.

Lubrifiant dans des relations avec une bureaucratie rigide et omniprésente (*red tape*), mode d'accès aux ressources compensant des mécanismes de distribution fonctionnant mal, la corruption est cependant le plus souvent facteur d'inefficacité, et d'injustice : les usagers les plus pauvres doivent payer un bakchich dont les plus riches, du fait de leur puissance, sont couramment exemptés.

Les salaires des fonctionnaires, plus élevés qu'en Afrique et payés régulièrement, expliquent mal la corruption. Il faut plutôt accuser l'absence généralisée de sécurité sociale et de retraites pour le reste de la population : un moyen de se protéger des aléas de la vie est de compter sur son réseau de connaissances – l'anonymat de l'administration n'existe donc pas. Par ailleurs, le fonctionnaire doit redistribuer une partie de ses revenus, officiels ou occultes, à une « clientèle » énorme dépassant sa famille immédiate – à quoi il faut ajouter souvent le paiement de sa charge, obtenue en graissant la patte de ses supérieurs. La corruption s'explique largement par la conjonction d'un individualisme croissant, qui pousse à l'enrichissement, et des structures communautaires et coutumières qui coexistent avec les institutions officielles et engendrent donc une ambiguïté pouvant être mise à profit.

Les décentralisation et libéralisation actuelles ne sont pas forcément des remèdes. La multiplication des contrôles entraîne souvent celle de la corruption (plus il y a d'inspecteurs, plus il y a de personnes corruptibles), et la libéralisation accroît la porosité entre le secteur privé et le secteur public. Quant à la décentralisation, elle signifie souvent décentralisation de la corruption. Mais des associations parviennent à mobiliser la population : ainsi l'Organisation pour le pouvoir des travailleurs et des agriculteurs (*Mazdoor Kisan Shakti Sangathan*), créée au Rajasthan. La loi sur le droit à l'information (2005) s'est révélée également un précieux outil. Mais quand la population évoque les bakchichs comme de simples *tchai pani* (« thé et eau »), est-ce par pudeur, ou bien parce qu'on les considère comme du domaine de la normalité ? Résignation, ou pratique culturellement acceptée ? Seuls les fonctionnaires exigeant des pots-de-vin démesurés seraient alors « immoraux » – au contraire du « cadeau », illégal mais non illicite, et encore moins illégitime.

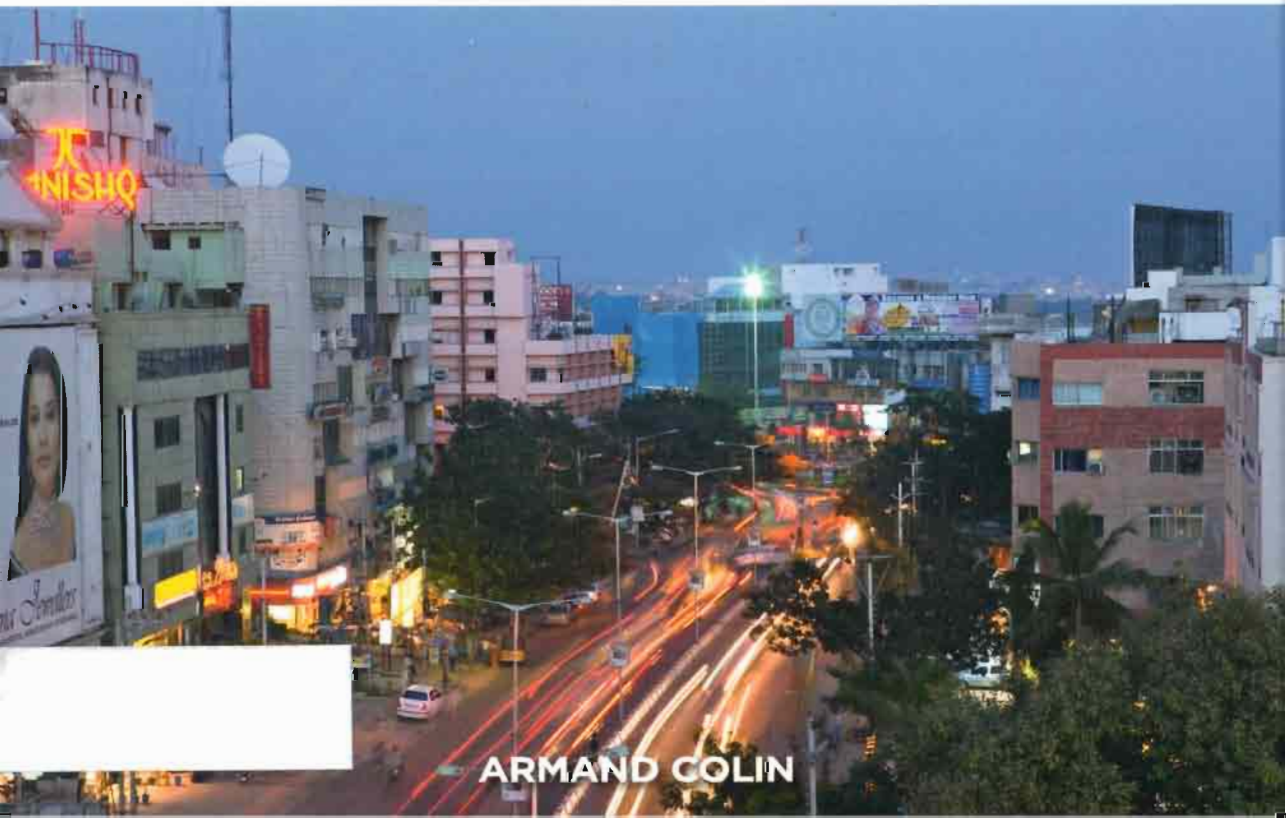
Frédéric Landy

➔ *administration, capital social, clientélisme, contrebande, député, e-gouvernance, société civile*



Sous la direction de
Frédéric Landy

DICTIONNAIRE DE L'INDE CONTEMPORAINE



ARMAND COLIN

Sous la direction de
Frédéric LANDY

Sous la coordination thématique de
Samuel Berthet, Frédéric Landy, Isabelle Milbert,
Joël Ruet, Gilles Tarabout, Max-Jean Zins

DICTIONNAIRE
de l'Inde
contemporaine


ARMAND COLIN

Maquette de couverture : Didier Thimonier

Cartographie : Aurélie Boissière

Composition : In Folio

© Armand Colin, Paris, 2010

ISBN : 978-2-200-35247-9



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. • Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).